

Intervention de Marie Pierre Martin au nom du collectif 37 Notre Santé en danger

« Le nouveau premier ministre Gabriel ATTAL a annoncé le 16 janvier qu'il poursuivrait le chantier ouvert par Elisabeth BORNE, celui de la réforme de **l'Aide Médicale d'Etat**. Une promesse faite à la droite de réduire donc encore l'accès aux soins des personnes sans papiers.

L'AME permet aujourd'hui aux étrangers sans papiers de bénéficier d'un accès aux soins minimal. Mais c'est encore trop pour ce gouvernement qui va toujours plus loin dans les gages donnés à la droite et l'extrême droite, pour faire des immigrés des boucs émissaires, nous faire surtout rentrer dans la tête qu'il ne serait plus possible de soigner tout le monde, qu'il faut trier les malades, que nous serions « irresponsables » dans nos dépenses de santé et va donc doubler les franchises médicales !

Mais qui sont les irresponsables qui ont conduit à la catastrophe sanitaire dans laquelle nous sommes, la multiplication des déserts médicaux, les fermetures d'hôpitaux, les départs massifs des professionnels de santé : Les migrants ?...

Restreindre encore l'accès à l'AME c'est évidemment bafouer toute humanité, ça n'a aucun sens sur le plan économique, les soins prodigués plus tardivement seront forcément plus coûteux, et la détérioration de l'état de santé des populations les plus vulnérables favorisera aussi une détérioration de la santé de toute la population. Leur santé c'est aussi la nôtre !

Aujourd'hui 25% des médecins exerçant à l'hôpital sont des praticiens à diplôme hors Union européenne, les PADHUE. Comment concevoir que l'on attire en France des médecins, au détriment de leurs pays d'origine, tout en refusant de soigner les malades de ces mêmes pays ?

3000 de ces médecins étrangers ont été recrutés pendant la crise du Covid, ils permettent aujourd'hui la continuité des soins à l'hôpital, où ils sont exploités avec des salaires de 1500 €, ils font fonctionner les EHPAD, les services de psychiatrie, mais qu'à cela ne tienne : 2000 d'entre eux ne seront pas reconduits dans leurs fonctions, ou vont perdre leur titre de séjour, ils et elles se sont mobilisés ce 18 janvier pour exiger leur maintien ou leur réintégration dans leur poste. Nous dénonçons cet exemple d'immigration jetable et ce scandale sanitaire, et nous soutenons leurs revendications.

Les attaques contre la santé des immigrés sont des attaques contre la santé de toutes et tous, la Loi immigration veut pourrir la vie des immigrés, alors nous, nous allons pourrir la vie de ce gouvernement réactionnaire et raciste, en restant tous ensemble unis, solidaires et mobilisés »